

REVUE DU M|A|U|S|S

S E M E S T R I E L L E

N° 33

PREMIER SEMESTRE 2009

L'Université en crise.

 Mort ou résurrection ?

REVUE DU M|A|U|S|S

S E M E S T R I E L L E

Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales

Indépendante de toute chapelle comme de tout pouvoir financier, bureaucratique ou idéologique, *La Revue du MAUSS*, revue de recherche et de débat, œuvre au développement d'une science sociale respectueuse de la pluralité de ses entrées (par l'anthropologie, l'économie, la philosophie, la sociologie, l'histoire, etc.) et soucieuse, notamment dans le sillage de Marcel Mauss, d'assumer tous ses enjeux éthiques et politiques.

Directeur de la publication : Alain Caillé.

Secrétaire de rédaction : Philippe Chanial.

Conseillers de la direction : Gérald Berthoud, François Fourquet, Jacques T. Godbout, Ahmet Insel, Serge Latouche.

Conseil de publication : Jean Baudrillard, Hubert Brochier, Giovanni Busino, Cornelius Castoriadis (†), Henri Denis, Vincent Descombes, François Eymard-Duvernay, Mary Douglas, Jean-Pierre Dupuy, Michel Freitag, Roger Frydman, Jean Gadrey, Marcel Gauchet, André Gorz, Chris Gregory, Marc Guillaume, Philippe d'Iribarne, Stephen Kalberg, Pierre Lantz, Bruno Latour, Claude Lefort, Robert Misrahi, Edgar Morin, Thierry Paquot, René Passet, Jean-Claude Perrot, Jacques Robin, Paulette Taïeb, Philippe Van Parijs, Annette Weiner (†).

Anthropologie : Marc Abélès, Mark Anspach, Cécile Barraud, David Graeber, Roberte Hamayon, André Itéanu, Paul Jorion, Philippe Rospabé, Gilles Séraphin, Lucien Scubla, Michaël Singleton, Camille Tarot, Shmuel Trigano.

Économie, histoire et science sociale : Geneviève Azam, Arnaud Berthoud, Éric Bidet, Genauto Carvalho, Pascal Combemale, Annie L. Cot, Alain Guéry, Marc Humbert, Jérôme Lallement, Jean-Louis Laville, Vincent Lhuillier, Jérôme Maucourant, Gilles Raveaud, Jean-Michel Servet.

Écologie, environnement, ruralité : Pierre AlphanDéry, Marcel Djama, Jocelyne Porcher, Éric Sabourin, Wolfgang Sachs.

Paradigme du don : Dominique Bourgeon, Mireille Chabal, Sylvain Dzimir, Anne-Marie Fixot, Pascal Lardelier, Paulo Henrique Martins, Henri Raynal, Julien Rémy, Dominique Temple, Bruno Viard.

Philosophie : Jean-Michel Besnier, Francesco Fistetti, Marcel Hénaff, Michel Kail, Philippe de Lara, Christian Lazzeri, Pascal Michon, Chantal Mouffe.

Débats politiques : Cengiz Aktar, Antoine Bevort, Pierre Bitoun, Jean-Claude Michéa, Jean-Louis Prat, Joël Roucloux, Alfredo Salsano (†), Patrick Viveret.

Sociologie : Norbert Alter, David Alves da Silva, Rigas Arvanitis, Yolande Bennarrosh, Michel Dion, Denis Duclos, Françoise Gollain, Aldo Haesler, Annie Jacob, Michel Lallement, Christian Laval, David Le Breton, Louis Moreau de Bellaing, Sylvain Pasquier, Ilana Silber, Roger Sue, Frédéric Vandenberghe, François Vatin.

Les manuscrits sont à adresser à : MAUSS, 3 avenue du Maine, 75015 Paris.

**Revue à comité de lecture international,
publiée avec le concours du Centre national du Livre.**

ISBN : 978-2-7071-5807-9

L'Université en crise. Mort ou résurrection ?

ALAIN CAILLÉ, PHILIPPE CHANIAL 5 Présentation

I. L'Université en crise. Mort ou résurrection ?

A. L'UNIVERSITÉ À LA CROISÉE DES CHEMINS 1° L'IDÉAL UNIVERSITAIRE

- DREW GILPIN FAUST 33 Le discours de Harvard
SERGE AUDIER 35 Léon Bourgeois, l'Université et l'idéal républicain
LÉON BOURGEOIS 38 L'unité nécessaire de l'enseignement supérieur

2° LA RÉALITÉ UNIVERSITAIRE AUJOURD'HUI

- FRANÇOIS VATIN (ET A. VERNET) 47 La crise de l'Université française : une perspective historique et socio-démographique
CHRISTINE MUSSELIN 69 Les réformes des universités en Europe
OLIVIER BEAUD 92 Pourquoi il faut refuser l'actuelle réforme du statut des universitaires
ANONYME 119 Lettre à un collègue disparu
JEAN-PAUL RUSSIER 121 Les mobilisations universitaires

B. RAVAGES DE LA MARCHANDISATION, MIRAGES DE L'ÉVALUATION, MISÈRE DE LA SPÉCIALISATION 1° LA MARCHANDISATION EN MARCHÉ

- MICHEL BLAY/DE FONTENELLE 137 Entretien : « Les princes traitent toujours d'inutile ce qu'ils ne comprennent pas »
AHMET INSEL 141 « Publish or Perish ! » La soumission formelle du savoir au capital
SANDRINE GARCIA 154 Réformes de Bologne et économicisation de l'enseignement supérieur
CHRISTIAN LAVAL 173 Les nouvelles usines du savoir du capitalisme universitaire
ALBERTO L. BIALAKOWSKY ET AL. 185 Rationalités universitaires et travail en Amérique latine sous le néolibéralisme

2° MIRAGES DE L'ÉVALUATION QUANTIFIÉE

- GIUSEPPE LONGO **203** La bibliométrie et les gardiens de l'orthodoxie
GRÉGOIRE CHAMAYOU **208** Petits conseils aux enseignants-chercheurs
qui voudront réussir leur évaluation
MICHEL BERRY **227** Les mirages de la bibliométrie

3° MISÈRES DU SAVOIR SPÉCIALISÉ

- HENRY MINTZBERG **247** Misère du management
GEOFFREY M. HODGSON **253** Les économistes se réveilleront-ils en 2009 ?
JAMES GALBRAITH **261** Pourrait-on enfin avancer dans la réforme
de l'enseignement de l'économie ?
JEAN-LOUIS CHASSAING **266** Enseigner l'enthousiasme ?
Sur l'enseignement de la psychiatrie

C. QUEL AVENIR POUR L'UNIVERSITÉ ?

1° LA QUERELLE DE L'AUTONOMIE

- BRUNO LATOUR **279** Universitaires, encore un effort pour être autonomes
THOMAS PIKETTY **283** Autonomie des universités, l'imposture
PHILIPPE D'IRIBARNE **286** Le loup et le chien
CATHERINE PARADEISE ET
YVES LICHTENBERGER **288** Universités : réapprendre la responsabilité
collégiale
F. FLIPO ET L. LARQUÉ **306** Ouvrir l'Université aux possibles démocratiques

2° LE CORPORATISME EST-IL RÉACTIONNAIRE. GRANDEUR DE L'INSTITUTION

- MICHEL FREITAG **327** Les finalités de l'Université comme institution
VINCENT DESCOMBES **343** L'identité collective d'un corps enseignant
OLIVIER FAVEREAU ET ALII **363** Des raisons de l'efficacité supérieure d'un ordre
institutionnel sur l'ordre marchand
KARL JASPERS **385** De l'institution universitaire
A. CAILLÉ, P. MICHON,
F. VATIN ET PERSONNE **391** La querelle des recrutements

3° PROPOSITIONS DE RÉFORME

- (APPEL) **411** Pour un cercle des professeurs disparus
HITOSHI YAKUSHIIN **417** Depuis une cellule de détention
pour professeurs désintéressés
ALAIN CAILLÉ ET
FRANÇOIS VATIN **423** Onze modestes propositions
de réforme de l'Université
ANNIE VINOKUR **441** La querelle des droits d'inscription
Bibliothèque **455**
Résumés & abstracts **473**
Les auteurs de ce numéro **486**

Présentation

Alain Caillé et Philippe Chanial

Au moment où ces lignes sont écrites – les tout premiers jours du mois d’avril – il est particulièrement difficile de présager du sort que connaîtra finalement le mouvement de refus de la réforme de l’Université et du CNRS enclenché massivement à travers toute la France depuis le début de février 2009. Retombera-t-il de lui-même, par essoufflement des enseignants et chercheurs mobilisés, et par indifférence, incompréhension ou hostilité de l’opinion publique face à ce mouvement de « nantis » dont les interruptions de travail ne gênent immédiatement personne ? Ou bien, la période des examens approchant, les étudiants s’inquiétant pour leurs diplômes et se mobilisant alors, rebondira-t-il au troisième trimestre pour s’enflammer jusqu’à obtenir le retrait total du projet de décret statutaire et de la réforme de la formation et du recrutement des enseignants (« mastérisation ») qui ont mis le feu aux poudres¹ ? Nul ne peut le dire. Mais, quel que soit le sort final de cette fronde des savants, trois points indubitables peuvent être immédiatement notés :

– C’est la première fois en France que la contestation des réformes universitaires imposées par l’État est le fait des professeurs et chercheurs, bien plus que des étudiants eux-mêmes, jusqu’à présent assez peu mobilisés². Peut-être même est-ce la première fois

1. Ainsi que le projet de nouveau contrat doctoral.

2. La passivité des organisations étudiantes et, derrière elles, des organisations politiques de gauche, est un fait qui n’a guère été relevé mais qui est particulièrement significatif de ce qu’à gauche aussi on considère l’Université comme déjà morte.

à l'échelle mondiale qu'une telle mobilisation massive n'est pas motivée directement par des baisses de salaire ou par des craintes de licenciement, mais par l'anticipation d'une mutation radicale du statut même des universitaires et de la signification de leur métier.

– Plus encore, c'est la première fois que cette mobilisation ne concerne pas, principalement ou exclusivement, les professeurs de Lettres et de sciences humaines ou sociales, classés traditionnellement à gauche, mais aussi les chercheurs des sciences dures ou des professeurs de droit³ qu'on n'a pas l'habitude de voir dans la rue.

– Le caractère transversal des oppositions à la réforme qui se sont manifestées peu à peu rend évident le fait que même si les grèves devaient s'arrêter à assez brève échéance et les deux réformes (statut et mastérisation) passer sans heurts immédiats majeurs, ce serait contre le sentiment d'une bonne part de la communauté académique. De telle sorte que cette loi, qui était censée libérer et galvaniser les énergies en brandissant l'idéal d'autonomie, ne fera en définitive que les brider en laissant tout le monde sur un sentiment d'arbitraire et de non-sens⁴. De ce point de vue, la loi LRU, quelque bonnes intentions et vertus que certains aient cru pouvoir y lire, est désormais mort-née.

Pourtant, comme en attestent notamment dans ce numéro les articles de *Christine Musselin*, *Catherine Paradeise* ou *Yves Lichtenberger*, trois des meilleurs connaisseurs français des politiques universitaires comparées, cette loi s'inscrit dans la continuité des réformes des systèmes universitaires introduites un peu partout dans le monde à la suite des évolutions propres au monde anglo-saxon, et, dans leur sillage, en Europe continentale, par le processus de Bologne. Partout, il s'agit d'améliorer l'efficacité de l'enseignement supérieur et de la recherche pour atteindre l'idéal de l'« économie » ou de la « société de connaissance ». Vues sous cet angle, ces réformes peuvent apparaître comme un hommage

3. Olivier Beaud, par exemple, a joué dans ce mouvement un rôle important. Les juristes ont notamment fondé un *Collectif pour la défense de l'Université* qui a appelé à toutes les manifestations nationales de protestation.

4. Sentiment qu'exprime finement et avec humour le courrier imaginaire adressé en 2021, depuis « l'Université du Très Très Grand Paris », par un ancien membre du *Collectif Dauphine* à son collègue disparu et que nous publions dans ce numéro.

sans précédent rendu à la communauté universitaire – enfin jugé potentiellement « utile », le compliment suprême – puisqu’elles affirment que le savoir constitue la ressource ou le capital le plus précieux. Pourquoi dès lors, rencontrent-elles en France plus d’opposition qu’ailleurs ?

Deux grands types d’explication sont possibles qui, quoiqu’opposés, ne sont d’ailleurs pas nécessairement incompatibles. Le premier incriminerait le blocage du système français et le conservatisme tant de ses élites technocratiques que d’un monde académique crispé sur de menus privilèges d’un autre temps et des règles de fonctionnement dépassées. En parfait décalage avec les modalités de production et de diffusion du savoir légitime désormais hégémoniques à l’échelle mondiale, comme en attestent les mauvais résultats des universités françaises au fameux classement de Shanghai. Avec certaines nuances, c’est la position défendue par C. Musselin, C. Paradeise et Y. Lichtenberger.

Mais, comme toujours, il est possible de donner des mêmes faits une interprétation diamétralement opposée. Dans une veine fort différente de celle de ces trois auteurs, *Ahmet Insel*, *Sandrine Garcia* ou *Christian Laval* montrent comment la réforme impulsée par la loi LRU est bien, en effet, le prolongement logique d’évolutions antérieures beaucoup plus générales à l’échelle mondiale. Mais au lieu de concevoir celles-ci comme des adaptations plus ou moins indispensables au changement de taille des universités entraîné par la démocratisation de l’accès au savoir, à la diversification des publics et à une concurrence internationale entre systèmes académiques⁵, ils y lisent le dernier stade de l’imposition de la norme ultralibérale. Plus spécifiquement, dans le sillage des belles analyses développées par Geneviève Azam dans un précédent numéro de la *Revue du MAUSS* [Azam, 2007], A. Insel montre comment l’enjeu premier de toutes ces réformes est de transformer le savoir – qui est un bien collectif, appartenant par vocation à l’humanité entière – en une série de biens privés, appropriables et monnayables. Dans cette optique, le fait que l’opposition à la réforme générale des universités, admise partout ailleurs, éclate en France, peut s’expliquer par le fait que, de tous les grands pays développés, la France est celui dont le système social, politique, idéologique et administratif est

5. Qui va de pair avec la concurrence entre les systèmes économiques.

le plus opposé à la norme néolibérale. Pour le dire en un mot, la « grande nation », la nation par excellence – comme la caractérisait Hannah Arendt – a toujours voulu accorder le primat au politique sur l'économique et ne peut donc pas accepter sans les plus vives réticences une normalisation ultralibérale qui entend au contraire dissoudre le politique dans l'économique.

À en rester là, il est difficile toutefois de décider si les universitaires et chercheurs français sont les plus rétrogrades de tous les personnels académiques ou bien les fers de lance d'une salutaire résistance à un ultralibéralisme qui est, de toute façon, en train de se décomposer, bref les pionniers d'un contre-mouvement. À moins qu'ils ne soient les deux, à l'avant-garde justement parce que rétrogrades.

@ >>>⁶ C'est cette ambivalence, ou cette indétermination, qui amènent *Jean-Paul Russier* à parler de « combat douteux » dans son analyse de l'actualité du mouvement de résistance à la réforme LRU. Qui ne prendra sa pleine portée, au-delà du corporatisme, que s'il parvient à réinscrire l'Université au cœur des dynamiques démocratiques.

Pour esquisser une réponse à ces questions, il convient d'aller au-delà de ces premières impressions et analyses en s'interrogeant tout d'abord sur la signification et la portée exactes de la réforme néolibérale des systèmes universitaires, et en se demandant, ensuite, ce qui, dans leur mise en œuvre et dans la résistance qu'elles suscitent, se joue plus spécifiquement en France qu'ailleurs.

Néolibéralisme et mort de l'Université

La question qu'il ne faut pas hésiter à poser dans toute son ampleur et sa radicalité est celle de savoir si ce que vise l'instauration des nouvelles régulations n'est pas tout simplement, bien plus que sa réforme, la mort de l'Université dans son rapport intrinsèque à la tradition humaniste. Pour dissiper tout de suite le soupçon de paranoïa qu'un tel propos ne peut manquer de susciter, précisons

6. Rappelons que les passages précédés de @ >>> renvoient à des articles disponibles uniquement dans la version numérique de ce numéro (voir p. 382 pour plus de détails).

son statut : tous les pays lancés dans la course à l'économie de la connaissance sont bien évidemment soucieux de développer leur système d'enseignement supérieur et d'améliorer son efficacité. Mais cela n'implique nullement qu'ils estiment que l'enseignement supérieur doit être organisé selon des modalités proprement universitaires. Au contraire, même. Presque toutes les confusions dans les discussions sur la Réforme de l'Université proviennent de l'assimilation quasi automatique et irréfléchie entre enseignement supérieur et Université. Or, le premier peut fort bien se passer de la seconde. Nous devrions être en France particulièrement prévenus contre cette identification paresseuse et trompeuse puisque, comme le montre très bien *François Vatin*, nous sommes le pays où l'enseignement supérieur se développe le plus à l'extérieur des universités, dans les grandes écoles (et, avant, dans les classes préparatoires), dans les IUT, les BTS, etc. et où, précisément, les universités pâtissent lourdement de cette situation puisqu'elles sont les seuls établissements d'enseignement supérieur à ne pas sélectionner leurs publics. Voilà qui doit nous conduire à tenter de préciser ce qu'est l'Université, ou ce qu'elle doit être – tant l'Université se caractérise d'abord par son idéal. Vaste tâche, si l'on en juge par la diversité des traditions nationales et des expériences historiques. Mais, pour esquisser un type idéal grossier, il semble que l'on doive retenir les traits suivants :

– Il faut rappeler tout d'abord que les Universités naissent au XII^e siècle en Europe, en Italie et en France d'un double mouvement : 1^o) d'autonomisation de champs de connaissance entiers par rapport au monopole de l'Église sur le savoir légitime ; 2^o) de constitution d'une communauté des maîtres et des étudiants, auto-organisée, soutenue et protégée contre l'Église par les cités ou par l'État naissant, mais en principe, là encore, autonome par rapport à ces protecteurs. Le mot *universitas* désigne d'abord à cette corporation des maîtres et de leurs élèves. 3^o) Il renverra ensuite, peu à peu, à la visée d'une certaine généralité et universalité de la connaissance, au-delà de l'utilité pratique des savoirs particuliers, d'une connaissance qui vaut pour elle-même pour autant qu'elle élève l'homme au-dessus de sa condition naturelle pour le faire accéder pleinement à la culture. 4^o) Cette autonomie relative du champ universitaire a été de pair avec la dynamique démocratique de l'Occident.

– En termes plus actuels, on dira qu'il n'y a d'Université proprement dite que pour autant qu'un établissement d'enseignement supérieur conserve une autonomie relative, tant par rapport à l'État qu'au Marché (et, bien sûr, à l'Église). Ce qui implique que ce soient les universitaires eux-mêmes – jouissant de l'autonomie organisationnelle – et non les représentants du Marché ou de l'État, qui énoncent en dernière instance les critères du savoir légitime et valorisé. Cette autonomie relative – qui n'est pas l'indépendance – du champ de la production et de la transmission des connaissances est la condition ultime à la fois de la fécondité scientifique et du caractère démocratique d'une société. Elle ne peut s'exercer de manière effective que pour autant que les spécialistes des diverses disciplines, comme les membres de la société démocratique, partagent à des degrés divers un savoir général commun. L'Université en tant que telle est le lieu où la recherche du savoir est considérée *aussi* comme une fin, valant par elle-même, et pas seulement comme un moyen, et où la transmission des savoirs particuliers s'opère dans le souci de leur articulation à une dimension plus générale du savoir.

Les systèmes universitaires ont varié au cours de l'Histoire et dans les grands pays (Allemagne, Grande-Bretagne, États-Unis et France notamment⁷) selon que cette autonomie a été battue en brèche plutôt par le Marché ou par l'État, selon, symétriquement, le degré d'effectivité de l'autonomie du corps universitaire et selon l'importance accordée ou refusée au savoir commun et transversal, à la culture générale. Mais, par-delà ces variations, c'est bien l'ensemble de ces traits qui a dessiné l'idéal proprement universitaire. Ce dernier est rappelé avec force dans deux discours marquants, prononcés par une grande figure de la III^e République, *Léon Bourgeois*⁸. Présentés ici par *Serge Audier*, ces discours saluent la résurrection de l'Université française, enterrée par Napoléon I^{er}, et énoncent les ambitions qui doivent être les siennes. Que cet idéal universitaire, indissociable de la culture humaniste et démocratique soit encore vivace et d'actualité, c'est ce dont témoigne le discours

7. Cf. sur ce point l'article de Christine Musselin.

8. Ministre notamment de l'Instruction publique, en 1892 et 1898, puis président du Conseil (1895-1896), Léon Bourgeois fut également le théoricien de la doctrine solidariste, si proche de l'école durkheimienne de sociologie.

d'investiture de *Drew Gilpin Faust*, première présidente de l'université de Harvard, a tenu en octobre 2007. Nous reproduisons dans ce numéro, à titre d'introduction, quelques phrases de ce discours qui a fait le tour du monde universitaire. Retenons-en la proposition centrale, qui résume l'idéal-type de l'Université :

« L'essence de l'université est qu'elle est responsable envers le passé et l'avenir d'une manière qui peut (doit) entrer en conflit avec les demandes du moment. Nos engagements sont intemporels et nous sommes mal à l'aise pour les justifier en termes instrumentaux. Nous les poursuivons non parce qu'ils peuvent accroître notre compétitivité internationale, mais "pour eux-mêmes", parce qu'ils définissent ce qui, au cours des siècles, nous a faits humains. Et ces investissements ont des rendements que nous ne pouvons ni prédire ni mesurer ».

Il est important que ces propos soient tenus par la présidente de la première université du monde, la plus « efficace », puisque c'est justement au nom de l'efficacité que les réformes néolibérales de l'Université entendent rompre avec les règles universitaires ancestrales, selon au moins trois pentes principales :

– En faisant dépendre de plus en plus fortement le financement de l'enseignement et de la recherche des fonds privés, ces réformes induisent mécaniquement une réorientation de l'enseignement vers la délivrance de diplômes rentables – pour les étudiants mais aussi pour l'université qui les délivre – et de la recherche vers la recherche appliquée, productrice de brevets rémunérateurs, plus que vers la connaissance proprement scientifique. La connaissance devient moyen plus que fin.

– En quantifiant et en automatisant l'évaluation de la qualité des savants, elles induisent indirectement une dépendance croissante des universités vis-à-vis de la norme de rentabilité financière de leur enseignement et de leurs recherches, tout en faisant voler en éclats ce qui pouvait subsister de la communauté des universitaires puisque, d'une part, chacun étant soumis à évaluation permanente, se retrouve en concurrence de tous les instants avec ses collègues – dans une lutte de tous contre tous – et parce que, d'autre part, l'automatisation de l'évaluation par les procédures bibliométriques substitue le jugement de la machine – largement arbitraire, on le verra – à celui des pairs.

– Enfin, dès lors que la carrière de chacun dépend exclusivement de la cote bibliométrique atteinte et que celle-ci ne s'obtient

qu'en publiant dans des revues spécialisées où ne règnent, de façon auto-référentielle, que les experts plus ou moins autoproclamés du champ – les experts sont ceux que reconnaissent les experts dont ils sont reconnus –, la référence à un savoir général commun devient non seulement inutile mais contre-productive et dangereuse. Elle fait passer pour un dilettante ou un marginal à exclure. L'idéal d'une *universitas scientiarum*, d'un savoir général commun, disparaît ainsi de la ligne d'horizon pour ne plus laisser subsister à l'infini que des savoirs parcellaires, sans rapports entre eux.

Il n'est donc guère douteux que la logique de la réforme ultra-libérale ne conduise à la mort de l'Université traditionnelle. Mais, dira-t-on, n'est-elle pas déjà morte depuis longtemps ? À quoi bon tenter de ranimer un cadavre ? Ne serait-il pas plus sage de jouer résolument le jeu de la nouvelle norme épistémique et économique, quitte à se mobiliser pour en conjurer les dérives trop dangereuses ? La question se pose, en effet, mais, avant d'y revenir, il nous faut d'abord nous demander pourquoi elle fait en France l'objet d'une réaction de rejet aussi forte.

Le rejet français

Ne nous berçons pas d'illusions. Ce n'est certainement pas parce que la France disposerait d'une Université plus forte qu'ailleurs, plus conforme à ses idéaux qu'elle opposerait davantage de résistance à leur liquidation. C'est même, malheureusement, tout le contraire. Une fois passés ses glorieux débuts du XII^e siècle, l'Université française s'est vite refermée sur le corporatisme et l'académisme pour faire preuve d'une assez forte stérilité⁹. C'est presque toujours à sa marge, en dehors d'elle, contre elle que les grands

9. Alain Renaut [2008, p.109] observe ainsi qu'« avant leur suppression par la Révolution, le France comptait certes 22 universités, mais nombre de leurs facultés y étaient agonisantes, en n'accueillant guère parfois que quelques dizaines d'étudiants ». La même chose est d'ailleurs vraie de l'Allemagne, où « près de la moitié des universités ferment entre 1792 et 1818 », faute d'étudiants en nombre suffisant. Plus radicalement, commentant le tableau très noir de l'Université française dressé en son temps par l'ARESER (Association de réflexion sur les enseignements supérieurs et la recherche), Antoine Compagnon explique « Pourquoi la France n'a pas d'Université » [Compagnon, 2007].

noms de l'histoire intellectuelle et scientifique française ont dû percer. Elle recelait malgré tout encore assez de ferments critiques et réflexifs pour que les pouvoirs s'en méfient et pour que Napoléon, comme le rappelle L. Bourgeois, lui préfère les écoles spécialisées et combatte l'idée même d'Université en introduisant des cloisons rigides entre les Facultés. Difficile de ne pas trouver une certaine actualité aux propos suivants :

« Il ne faut pas d'hommes à idées générales dans l'empire français ; il faut des ingénieurs, des officiers, des fonctionnaires ; il faut des avocats, des médecins, des professeurs. Voilà ce qu'il faut ; il faut qu'à tous les degrés, partout, sur tous les points du territoire, dans tous les services publics, tous ces hommes n'aient qu'une pensée, qu'un désir, qu'une volonté : la pensée, le désir, la volonté du maître. Et alors, imaginez-vous qu'on va grouper les esprits intelligents pour qu'ils puissent s'éclairer, s'échauffer au contact les uns des autres, se connaître et vouloir ensemble ? Non, on les séparera, on les parquera [...] et chacun marchera dans la voie rigoureusement tracée à l'avance, et, pour ainsi dire, les yeux bandés, vers le but voulu par le despote. Cette université impériale, c'est la division de l'enseignement supérieur : c'est la faculté des lettres ignorant ce qui se passe dans la faculté des sciences, c'est la faculté de médecine ignorant ce qui se passe dans la faculté des sciences égale. C'est la faculté de droit complètement mise à part ; c'est chacun renfermé dans sa spécialité. »

L'Université regagnera malgré tout peu à peu une part de son prestige en France après sa refondation à la fin du XIX^e siècle. Mais, comme le montre très bien *F. Vatin* (avec l'aide d'*Antoine Vernet*), à l'exception des facultés qui sélectionnent, fortement en médecine, plus modérément en droit, et qui préparent à des métiers identifiés et demandés, l'Université, Lettres et Sciences confondus, connaît désormais une terrible hémorragie au profit des classes préparatoires et des petites, moyennes ou grandes écoles, ainsi que des écoles supérieures privées. Le paradoxe étant que le niveau scientifique moyen des universitaires français est de bonne qualité – ce qui est de moins en moins le cas de leurs étudiants, les bons fuyant de plus en plus l'Université –, alors que, grandes écoles mises à part, c'est le plus souvent l'inverse qui est de règle dans le reste du système d'enseignement supérieur. Il convient toutefois d'ajouter que si le niveau scientifique moyen des universitaires français est dans l'ensemble tout à fait honorable, ceci n'est vrai que pour la production et la transmission des savoirs spécialisés. Pour le reste, partout en effet règne en maître le culte de la sous-spécialité – qui régit les

recrutements et les carrières –, si bien qu'on ne voit émerger nulle part à l'Université, malgré les exhortations incessantes à la pluridisciplinarité, un moment de rapport à un savoir commun partagé. Paradoxalement, les grandes écoles – et, notamment, les instituts d'études politiques – font davantage en ce sens que les universités dont ce devrait pourtant être le mot d'ordre numéro 1. Or, grandes écoles et instituts d'études politiques ne font guère de recherche¹⁰.

Bref, la séparation propre à la France entre universités, écoles spécialisées (grandes ou petites) et grands organismes de recherche (CNRS, INSERM, etc.), et l'absence de toute vision de ce que devrait être une Université, y a produit presque mécaniquement un abaissement des universités sans équivalent dans d'autres pays développés. La ministre de l'Enseignement supérieur, Valérie Pécresse, résumait parfaitement la situation dans un débat avec le secrétaire général du SNESUP organisé le 31 mars par *Libération* : « L'Université française a été sous-dotée ces vingt dernières années car elle était jugée irréformable. En 2007, on dépensait 7 500 € par an et par étudiant contre 10 000 pour un lycéen¹¹ ». Elle annonce, bien entendu, que les choses vont changer. Après un moment d'hésitation, la grande masse des universitaires a jugé, au contraire, que ses réformes allaient parachever l'abandon de l'Université (sauf pour quelques établissements privilégiés) ou alors, n'amorcer sa renaissance qu'en en liquidant définitivement l'idéal universitaire. Cet idéal auquel ils restent aussi vigoureusement attachés en droit qu'ils s'abstiennent en fait de le mettre en pratique, quand ils ne contribuent pas, eux aussi, à le saborder en s'arc-boutant sur la légitimité exclusive de leurs microdisciplines, toujours plus nombreuses et schismo-génétiques.

Mais il y a plus. On ne comprend rien de ce qui se joue actuellement avec la réforme de l'Université si on ne la replace pas dans le cadre beaucoup plus général de la réforme de toutes les institutions. De la « Révision générale des politiques publiques ». Nous avons jusqu'ici, sans nous en expliquer, parlé de logique néolibérale. Les experts des nouvelles « gouvernances » voient plutôt à l'œuvre la mise en application des doctrines relatives au *New*

10. Même si la situation commence à changer, mais au détriment de l'Université, précisément, dont c'était le seul privilège.

11. Et, faut-il ajouter, 20 000 pour un élève de classe préparatoire.

Public Management (NPM), qui est devenu depuis une vingtaine d'années la nouvelle vulgate et que la Commission européenne veut voir triompher dans tous les pays de l'Union. Il faudrait en détailler les principes et les variantes, et s'interroger plus finement sur leur rapport à l'idéologie néolibérale¹². Très étroit selon nous. Bornons-nous à noter trois points essentiels pour la compréhension de la crise de l'Université française :

– C'est le même type de réforme, inspiré du même esprit du *New Public Management*, qu'on voit à l'œuvre dans les toutes les sphères de l'ancien appareil administratif et institutionnel français, qu'il s'agisse de l'Université, de l'Hôpital ou de la Justice¹³. Partout les maîtres mots sont : contractualisation, évaluation permanente des résultats, mise en concurrence des fonctionnaires qui perdent une partie de leurs garanties statutaires et qui ne doivent plus obéir à l'éthique informelle de leur métier – à leur devoir d'état – mais à la commande sociale incarnée par un chef institutionnel aux pouvoirs renforcés, président d'Université ou directeur d'hôpital.

– Une fois encore, ce type de réformes a été appliqué ou est en cours d'application un peu partout dans le monde, mais c'est en France qu'il rencontre le plus de résistances. Des résistances si fortes qu'on peut se demander si un point de rupture n'est pas au bord d'être atteint. La personnalité de Nicolas Sarkozy n'y est pas pour rien, et risque de jouer comme un détonateur. Par-delà les infinies variantes, le fond doctrinal commun à toutes des écoles du *New Public Management*, c'est le refus et le rejet de l'institution¹⁴. Plus rien ne doit être institué et pérenne, tout doit devenir mobile, souple, malléable. Réformable en permanence. Mais, chez N. Sarkozy, cette réaction de rejet de l'institution commune à tous

12. Sur ce point, il faut renvoyer aux deux excellents numéros de novembre et décembre 2008 de la revue *Esprit*.

13. Ce constat d'une convergence entre les « réformes » menées dans ces différents champs a l'objet d'une initiative originale, qui a connu un très vaste écho. Initiée par Roland Gori, psychanalyste et professeur de psychopathologie (Aix-Marseille) et Stefan Chedri, psychanalyste et enseignant à l'université de Paris-IV, elle s'est traduite par « l'appel des appels » (<http://www.appeldesappels.org>) qui, notamment, pointe l'« idéologie de "l'homme économique" » au nom de laquelle « le pouvoir défait et recompose nos métiers et nos missions en exposant toujours plus les professionnels et les usagers aux lois "naturelles" du marché ».

14. Sur le *New Public Management*, on lira le remarquable dossier rassemblé par la revue *Esprit* [2008].

les réformateurs se traduit par une haine irrépressible, très certainement animée par ses piètres résultats scolaires et universitaires passés. Nulle part ailleurs on n'a vu un dirigeant politique pousser le goût de la provocation, à moins qu'il ne s'agisse d'une aspiration au suicide politique, au point de comparer les magistrats à des petits pois interchangeables et de traiter les chercheurs de son pays de fainéants, tout juste capables de venir chercher un peu de lumière et de chaleur dans leur bureau en se tournant les pouces. Cette haine des corps constitués a déclenché une haine en retour qui n'est pas près de s'apaiser.

– Et d'autant moins, les spécialistes en conviennent peu à peu, que l'efficacité de ces réformes est loin d'être démontrée. Appliquées mécaniquement – à l'instar des recettes miracle des *Chicago boys* au Chili ou dans l'ex-URSS – sans solide réflexion sur les mesures de transition et sur les articulations nécessaires avec l'ancienne culture institutionnelle, sans capacité à mobiliser les agents de l'État en faveur de la réforme, le remède apparaît parfois pire que le mal¹⁵. Aux dysfonctionnements inhérents à l'ancien système institutionnel, la Réforme ajoute souvent les siens propres sans supprimer les précédents mais, bien souvent, en les amplifiant. C'est qu'elle hésite, presque constitutivement, entre deux logiques largement contradictoires¹⁶. Soit, versant démocratique, accroître l'autonomie des agents en les responsabilisant ; soit, par le biais de l'évaluation systématique et du *benchmarking*, renforcer en fait le contrôle sur les agents ainsi déclarés autonomes et qui ne sont le plus souvent que de manière fictive et illusoire. En France, notamment, où le pouvoir politique central ne veut rien lâcher de ses prérogatives, l'exhortation à l'autonomie et à la responsabilisation décentralisée fonctionne en fait comme le moyen non pas

15. Christophe Charles conclut de son analyse comparative des politiques universitaires européennes que le nouveau modèle universitaire, appliqué aux États-Unis et en Europe du Nord-Ouest n'est pas généralisable ailleurs « sous peine de s'autodétruire ». « Le plus probable, écrit-il, n'est donc pas une américanisation néolibérale de l'université européenne, mais une dualisation généralisée, à la française, des filières et des niveaux de sortie de l'enseignement supérieur, miroir de toutes les autres dualisations à l'œuvre dans nos sociétés » [Charles, 2008, p.100].

16. Dans son entretien avec la revue *Esprit* [2008, p.81], Philippe Bezes, après avoir donné un type idéal du *New Public Management*, expose de manière très claire cette dualité.

de diminuer mais de renforcer le contrôle politique de l'État, tout en lui permettant de faire des économies.

La certitude qui anime les hauts fonctionnaires qui fabriquent ces réformes, c'est que ce ne sont pas seulement les universités qui sont irréformables, comme le confessait Valérie Pécresse, mais toutes les institutions françaises. La société française dans son ensemble, viscéralement rétive au changement. Il convient donc pour eux d'avancer masqué, de ne jamais énoncer les principes au nom desquels on réforme, mais seulement de mettre en place des procédures objectives et objectivantes devant permettre d'atteindre, comme par automatisme, les fins recherchées. Or cette peur de la clarté, ce refus érigé en politique systématique de débattre publiquement des fins et des moyens, finit par rendre toute réforme effective impossible. Ou, plutôt, les réformes succèdent aux réformes, comme une vis sans fin, puisque chacune, sitôt introduite se révèle impraticable et déjà obsolète à peine promulguée. Et en appelle donc une autre. Voilà qui donne tout son sens et son acuité à la question formulée par Michel Cotten et Sylvie Trossa dans leur entretien avec *Esprit* : « Peut-on réformer l'État sans la société ? ». Ou encore, demandent-ils, « peut-on manager sans clarifier le sens et les choix de politiques publiques ? Que cherche-t-on à accomplir ? On peut juger les fonctionnaires sur des objectifs pragmatiques, mais on ne les motive que par le sens » [*Esprit*, 2008, p. 138-139]. Voilà qui est encore plus vrai des chercheurs et des universitaires, par nature davantage motivés par la liberté de la recherche et de la pensée, comme le rappelle ici *Philippe d'Iribarne*, que par le salaire, et qui ressentent donc particulièrement mal la mise en place de procédures contraires ou étrangères à cet esprit.

Ces éléments d'analyse permettent, croyons-nous, de mieux comprendre les raisons pour lesquelles c'est en France et à l'occasion de la réforme de l'Université et de la Recherche que le rejet de la Réforme générale de l'État et du *New Public Management* se manifeste avec une telle force. C'est au moment où la logique néolibérale qui sous-tend le *New Public Management* commence à donner partout dans le monde des signes d'épuisement, dans le sillage de la crise des *subprimes*, que le gouvernement français, avec quelques années de retard sur les autres États développés, entend la faire passer en force, en affichant son mépris envers les fonctionnaires qu'elle concerne alors qu'il faudrait, au contraire, les

motiver¹⁷. Ceux d'entre eux à qui elle ouvre certaines perspectives, réelles ou illusoirs, peuvent peut-être s'en accommoder. Ce n'est pas le cas des chercheurs et des professeurs de l'enseignement supérieur à qui on ne fait miroiter que des primes pour quelques *happy few* – les gagnants du nouveau jeu – et, pour les autres, la grande masse, la confirmation définitive du discrédit social dans lequel ils sont tombés – et, avec eux, toute la culture scientifique ou littéraire traditionnelle – et une perte de liberté de chercher, de penser et d'enseigner très probablement sans retour.

Reste que l'Université se porte mal, en effet, et particulièrement mal en France. Résister à des réformes mal pensées et en définitive délétères, est nécessaire. *Olivier Beaud*, dans un texte lumineux qui a été sans doute le plus lu, diffusé et commenté parmi les universitaires en grève, et que nous reprenons ici, expose tous les défauts des décrets d'application de la loi LRU. Mais le corps enseignant, les chercheurs et les étudiants jusqu'ici n'ont su, depuis plus de trente ans, que résister aux réformes proposées par le pouvoir. À toutes les réformes. Cela ne peut plus suffire. Il est totalement vain d'attendre une réforme sensée de l'Université qui vienne de nos élites ministérielles, formées dans des grandes écoles qui ignorent tout de l'Université et de son esprit. Si quelque chose de l'esprit de l'Université doit subsister et renaître de ses cendres, ce ne pourra être qu'au terme d'un puissant mouvement d'imagination issu de la communauté universitaire elle-même. Encore faut-il d'entrée de jeu éviter quelques fausses pistes. Qu'explore la deuxième partie de ce numéro.

Ravages de la marchandisation, mirages de l'évaluation, misère de la spécialisation

Il faut d'abord poser la question du statut de la soumission croissante de la recherche à une norme d'efficacité en dernière analyse financière. Même du point de vue de l'efficacité économique

17. « Les effets pervers du NPM sur l'enseignement supérieur et la recherche sont maintenant suffisamment avérés dans les pays qui l'ont adopté avant nous pour que des observateurs étrangers considèrent que la France vient de monter dans le dernier wagon d'un train dont la locomotive a déjà déraillé », écrit Annie Vinokur [2008, p. 80].

et financière, est-elle souhaitable ? L'essentiel de la question est parfaitement résumé dans le savoureux entretien imaginaire du philosophe des sciences *Michel Blay* avec l'illustre philosophe des Lumières, *Fontenelle* qui écrivait : « Les princes traitent toujours d'inutile ce qu'ils ne comprennent pas ». Or, de toute évidence, comme le montrent *Ahmet Insel*, *Sandrine Garcia*, *Christian Laval*¹⁸ (@) ou *Alberto L. Bialakowski*¹⁹ (@), c'est bien une subordination de la production et de la transmission du savoir à la seule norme de l'utilité et de la rentabilité que visent les réformes de l'Université et notamment le processus dit de Bologne, au détriment des enjeux de connaissance proprement théoriques ou civiques. Entendons-nous bien. Personne ne conteste que la science doive *aussi* être appliquée, avoir une certaine utilité sociale, déboucher sur des techniques et des savoir-faire, se traduire en applications bénéfiques et en prise de brevets. Mais la question qui se pose est celle de savoir s'il ne doit pas exister un lieu où l'objectif de l'utilité sociale et des applications du savoir soit hiérarchiquement second par rapport à la visée de connaissance. C'est ce primat du savoir sur ses applications qui, pour le meilleur (l'invention) et pour le pire (l'académisme), a toujours caractérisé l'Université et dont la disparition est programmée par le *New Public Management*. Il est fortement permis de douter que les pays qui s'y plieront en retireront les bénéfices économiques escomptés. On voit bien, en revanche, ce qu'ils y perdront en fécondité intellectuelle et en culture partagée, support des investissements citoyens.

Une des motivations principales de ces réformes, et notamment de la loi LRU, personne ne l'ignore désormais, est le souci d'améliorer le classement d'un pays, de la France en l'occurrence, dans le fameux classement de Shanghai. Comprenons bien le syllogisme qui anime nos élites réformatrices. Prémisse majeure : le seul objectif politique qui compte est l'augmentation du PIB, unique mesure objective du bonheur et de l'efficacité. Prémisse mineure : le pays le plus riche, le plus efficace, les USA, est également celui qui a le meilleur classement de ses universités et de sa production

18. Qui a été un des tout premiers à diagnostiquer avec précision cette évolution [Laval, 2004], dont nous reprenons ici quelques pages.

19. Qui présente une analyse comparable, bien informée, de la situation en Amérique latine.

scientifique, le classement de Shanghai mesurant et établissant objectivement cette supériorité du système académique américain. Conclusion : améliorons donc notre classement, notre *ranking*, et il en résultera que nos universités seront meilleures et notre économie plus performante. Le problème est que tout est faux dans ce raisonnement. Qui commence par prendre l'effet pour la cause, l'instrument de mesure pour la qualité à mesurer. Le classement des universités ou des laboratoires est obtenu par addition des classements individuels des professeurs ou des chercheurs, eux-mêmes établis à partir du nombre d'articles publiés dans des revues rigoureusement hiérarchisées et du nombre de citations qu'ils ont générées. Or, rien ne tient debout dans ce gigantesque appareillage numérologique. Il faudrait discuter du primat exorbitant accordé à l'anglais et aux publications américaines qui servent d'étalon de mesure universel – véritable équivalent du privilège du dollar du fait qu'il est monnaie de réserve universelle. Mais, indépendamment de ce fait déjà infiniment problématique – l'anglais ne saurait être intrinsèquement la langue du savoir absolu –, le plus important en la matière c'est qu'il commence à apparaître à toutes les personnes informées que ces mesures sont largement arbitraires et que l'imposition de cet arbitraire engendre toute une série d'effets pervers. Même dans le domaine des sciences dures, celui dans lequel la mesure quantitative paraît *a priori* la plus aisée et pertinente, on s'aperçoit, à lire *Giuseppe Longo*, que « la revue la mieux classée selon l'ISI est la 195^e pour *CiteSeer*, celle classée en second rang n'y apparaît même pas et la 6^e pour l'ISI n'occupe que le 958^e rang pour *CiteSeer* ; à l'inverse la mieux classée pour *CiteSeer* [...] est 26^e pour l'ISI ; la 4^e occupe la 122^e place ». *Michel Berry*, travaillant sur le domaine de la gestion, a établi depuis longtemps et avec une grande précision que cette normalisation quantophrénique stérilise la science sous prétexte de l'aider. Et *Grégoire Chamayou* démontre, de manière aussi divertissante qu'implacable, comment tout, dans cette nouvelle norme épistémique, incite les chercheurs à faire semblant de trouver plutôt qu'à trouver réellement. Ou même à chercher. Avec elle, tout se passe comme si, au lieu d'augmenter la température d'une pièce, on allait pouvoir se contenter de chauffer le thermomètre. Ou encore, et la métaphore n'est pas anodine, ne se trouve-t-on pas face à un processus de formation de bulles spéculatives cognitives, à une titrisation généralisée dans

laquelle, là encore, plus personne ne saura qui a produit quelle idée et comment, puisque ne seront plus cités que ceux qui citent ceux qui citent ceux qui citent, etc. sous le regard complice des agences de notation (scientifique en l'occurrence, l'AERES par exemple) qui fleurissent à tour de bras.

Il est important de comprendre – car ce rapprochement n'est à peu près jamais fait – que cette dérive métrologique qui, tendanciellement, substitue la mesure (largement fantasmatique, on l'a vu) du savoir au savoir lui-même et, plus encore, à la pensée et à l'inventivité, est étroitement liée à une tendance parallèle à l'hypermécialisation et à la prolifération des microsavoirs produits dans et par des micromilieus fermés sur eux-mêmes, autoréférentiels et indifférents aux autres champs de savoirs. Entendons-nous bien là encore : la spécialisation disciplinaire, ou sous-disciplinaire, etc., est une bonne chose, mais à la condition qu'elle se déploie dans le cadre d'un langage commun qui donne sens aux connaissances parcellaires. Il est bon de toujours gagner en précision analytique, mais à la condition de ne pas perdre ainsi davantage (que ce que l'on a gagné) en capacité de synthétiser. Que serait, par exemple, une usine dans laquelle une division du travail toujours plus poussée permettrait de travailler toujours mieux dans les ateliers spécialisés, mais où il n'y aurait plus de chaîne de montage permettant d'assembler les pièces qui y sont usinées pour livrer un produit fini et consommable ? Or l'évolution des vingt ou trente dernières années a produit une parcellisation générale du savoir qui conduit à un état de crise cognitive de plus en plus manifeste. On lira ainsi avec beaucoup d'intérêt l'entretien de *Henry Mintzberg*, reconnu comme le pape mondial du management, avec Paul Dembinski, d'où il ressort que les diplômés les plus cotés au monde, ceux qu'on paye le plus cher et qui rapportent le plus, les fameux MBAs, vendent largement du vent en la matière : « La première fois, écrit-il, que j'ai publié un chapitre sur la question, c'était en 1989, dans *Mintzberg on Management*, sous le titre « Formons des managers, pas des MBAs ». J'avais fini par être exaspéré par l'imbécillité de ce type de formation qui existait depuis des années et des années. Je m'en prenais aux MBAs en tant qu'exemple malheureux de l'éducation au "management". Les programmes des MBAs sont le niveau auquel sont délivrés les enseignements qui se veulent de qualité. Jusqu'à la licence, on ne prend pas tellement au sérieux la production de

diplômés, mais au niveau du MBA oui... Je pense que ce que font les *Business schools* est malhonnête. Elles font un excellent travail de formation en finance, en marketing ou en économie, mais cela n'est pas du management ». Voilà qui n'est peut-être pas sans rapport avec l'incompétence inquiétante de nombre de dirigeants de grandes entreprises, alliée à une grande étroitesse d'esprit et une parfaite insensibilité aux normes éthiques les plus élémentaires.

Le cas de la science économique est particulièrement intéressant. Il est peu douteux qu'elle ait accompli ces vingt ou trente dernières années des progrès analytiques considérables. Mais il est non moins douteux qu'aucun économiste n'a véritablement vu venir la crise actuelle. C'est que, là aussi, la discipline s'est fantasmée sur le modèle des sciences dures et s'est close sur elle-même dans un autisme croissant qui lui interdit de voir les réalités les plus évidentes. C'est ce qu'explique *Geoffrey Hodgson*, le chef de file des économistes institutionnalistes : « Dans l'état actuel des choses, écrit-il, pour être publié dans les revues les plus importantes, il n'est plus nécessaire de lire ni même de citer aucun économiste des générations précédentes. La plupart des économistes s'intéressent aux modèles mathématiques plutôt qu'aux textes classiques. Comme s'en plaignait Milton Friedman : "L'économie est devenue de plus en plus une branche impénétrable des mathématiques plutôt qu'une analyse des problèmes économiques réels" ». Une commission de l'*American Economic Association*, examinant l'enseignement de l'économie, s'inquiétait du fait que « les programmes de licence risquent de produire une génération comportant trop de "savants idiots" férus de technique économique mais ignorants des véritables questions économiques ». Et il conclut : « Pour comprendre la crise économique actuelle, il nous faut examiner à la fois l'histoire économique et l'histoire de la pensée économique. Pour comprendre de quelle manière la discipline économique s'est engagée dans la mauvaise direction, il nous faut porter attention aux travaux de philosophie de l'économie ainsi qu'à la relation entre économie et idéologie ». Bref, sortir de l'autisme inhérent à l'hyperspécialisation. *James Galbraith*, de son côté détaille un programme convaincant de ce que pourrait être une véritable réforme de l'enseignement de la science économique, si attendue mais jamais mise sur l'agenda. C'est dans un tout autre domaine, celui de la psychiatrie, que *Jean-Louis Chassaing* montre les effets d'une évolution parfaitement

analogue à celle que nous venons de décrire. Du devenir autiste de la psychiatrie en quelque sorte.

Vers une résurrection de l'Université ? Laquelle ? Comment ?

Avons-nous noirci le trait ? Probablement pas, malheureusement. Tout le monde voit bien que notre monde ne tourne pas très rond. La dégradation du régime du savoir et de l'idéal universitaire va de pair avec ces évolutions. Avec l'implosion de l'aspiration démocratique et l'explosion d'un monde de l'hyperspéculation et de l'hyperspécialisation. On ne ressuscitera pas l'Université d'hier. La querelle des Anciens et des Modernes n'a désormais plus guère de pertinence et de sens. Pour autant, faut-il en finir avec l'Université, avec l'esprit de l'Université, pour être résolument moderne ? Nous devons plutôt nous demander ce qu'il est nécessaire de conserver de cet esprit dans les conditions du monde actuel.

En France, le débat central tourne désormais autour du statut de la loi LRU et de l'autonomie qu'elle déclare vouloir conférer aux universités. Vraie avancée ou, au contraire, liquidation sans contrepartie des derniers vestiges de l'ordre universitaire ? *Bruno Latour* a surpris en fustigeant le conservatisme universitaire pour endosser le propos ministériel au nom de l'autonomie à (re)conquérir. Pourquoi pas ? Les analyses de Christine Musselin ou de Catherine Paradeise et Yves Lichtenberger, on l'a vu, vont largement dans ce sens. Et une partie non négligeable de la communauté universitaire a vu dans la loi le moyen enfin trouvé de rompre avec l'immobilisme et la misère. Pour déchanter presque aussitôt, car les moyens n'ont pas suivi. Dès lors la Réforme laisse clairement apparaître son objectif véritable : augmenter un peu les moyens de quelques établissements privilégiés et abandonner les autres à leur pénurie. Brutal et insidieux processus de « sélection » dans cette lutte pour la vie universitaire. Dans ces conditions, la promesse d'autonomie apparaît comme un véritable leurre. Ce qu'explique fort bien l'économiste *Thomas Piketty* : « Au-delà de la faute politique, la stagnation des moyens témoigne d'une profonde erreur d'analyse. Les universités françaises sont gravement sous-dotées comparées à leurs concurrentes étrangères. Surtout, il

ne peut exister d'autonomie réussie sans une maîtrise des moyens correspondants, avec des progressions régulières et prévisibles. La liberté dans la pauvreté et la pénurie, cela ne marche pas. La question immobilière l'illustre à merveille. Dans l'absolu, donner aux universités la pleine maîtrise de leur patrimoine immobilier est une bonne idée : le ministère est bien incapable de prendre les bonnes décisions à leur place, et cette hypercentralisation ne conduit qu'à des lenteurs invraisemblables ou des projets pharaoniques ou mal conçus. Mais comme le gouvernement n'a pas donné un centime pour assurer la maintenance des bâtiments, aucune université n'a voulu devenir propriétaire... ». Il ne s'agit pourtant pas de rompre avec la visée de l'autonomie, au contraire : « Espérons au moins que cette cynique politique de gribouille ne finira pas par tuer l'idée même de liberté, de décentralisation et d'autonomie. Ce n'est pas parce que nous avons affaire à une droite-TF1 que nous devons nous replier sur une gauche-agence Tass. C'est la gauche qui a inventé les radios libres, c'est elle qui devra un jour inventer les universités réellement libres, autonomes et prospères », conclut-il. Mais de quelle autonomie doit-il s'agir, demandent à juste titre *Fabrice Flipo* et *Lionel Larqué*, celle des seuls universitaires, au risque du corporatisme et de la fermeture mandarinale sur soi, ou d'une autonomie ouverte à la société civile, qui n'impose pas d'en haut les savoirs d'experts universitaires, comme autant des paroles d'évangile, mais permette de les mettre à l'épreuve des interrogations citoyennes²⁰ ?

La question est cruciale mais ne pourra être réellement traitée qu'après en avoir affronté une autre, plus fondamentale encore : peut-il, doit-il exister un corps, une communauté des universitaires ?

20. Dans une perspective comparable, on lira l'article de André Rubiao, « Une "Université participative" » [Rubiao, 2008]. Cet article expose les idées développées par le sociologue portugais B. de Santos [2004] et appliquées par l'État du Minas Gerais au Brésil. Par ailleurs, nul autre que le philosophe et pédagogue John Dewey n'a pointé avec une telle acuité la co-extensivité entre éducation et démocratie et plaidé avec une telle conviction pour l'ouverture des mondes éducatifs – conçus comme autant de laboratoires d'une démocratie pratique et expérimentale – à la société. Sur l'actualité de Dewey, voir Blais, Gauchet, Ottavi [2008] et la contribution de Ph.Chanial [2006] à un précédent numéro de *La Revue du MAUSS*, interrogeant une « autre » crise, celle de l'école. Les lecteurs intéressés par une perspective anti-utilitariste sur l'éducation y retrouveront des questionnements et des thèmes communs avec le présent numéro, consacré plus spécifiquement à l'Université.

L'Université doit-elle être considérée et traitée comme une institution ? Formulés dans l'air du temps, ces questions et ces termes doivent sembler bien étranges. « Corps », « communauté », « institution », autant de mots à peine compréhensibles aujourd'hui, comme s'ils appartenaient à une langue étrangère. Mais, rappelons-nous, l'Université n'est à l'origine rien d'autre qu'une corporation. Une corporation devenue une institution.

@ >>> Voilà comment *Michel Freitag*²¹ formule le problème : « Les universités, avant d'être des organisations, sont (car je me refuse encore à dire « étaient ») des institutions. En un mot, l'institution se définit par la nature de sa finalité, qui est posée, définie et rapportée au plan global ou universel de la société, et elle participe elle-même du développement « expressif » des valeurs à prétention elle aussi universelle qui sont propres à la fin qu'elle sert ; cela implique pour elle l'exigence d'une reconnaissance collective ou publique de légitimité (culturelle, idéologique, politique) et, à l'intérieur de celle-ci, la disposition d'une marge essentielle d'autonomie ».

Un ensemble de personnes jouissant de cette marge essentielle d'autonomie au sein d'une institution forment un corps. *Vincent Descombes*, dans un texte qui, lui aussi, a fait du bruit dans cette période de grève, montre bien comment ce que la réforme vise au premier chef à abolir c'est cette dimension de corps de l'ensemble formé par les enseignants-chercheurs. Mais pourquoi pas, dirait-on ? Les corps ne tendent-ils pas irrésistiblement à sombrer dans le corporatisme et à défendre leurs privilèges au détriment de la communauté ? C'est en tout cas cette certitude, nous l'avons dit, qui inspire les doctrines du *New Public Management*, persuadées que les régulations marchandes et concurrentielles sont toujours préférables aux ordres institutionnels. On aura reconnu l'argument central du néolibéralisme. Or, là encore, cet argument est controvérsé. Comme il n'est pas de lecture totalement facile, qu'on nous permette d'insister sur l'importance de la contribution des économistes des conventions *Olivier Favereau* et *Christian Bessy* (en collaboration avec Franck Bessis, Camille Chasserant, Sophie

21. Dont le livre, *Le naufrage de l'Université* [Freitag, 1995] reste l'analyse théorique la plus systématique et prophétique des évolutions contemporaines. Ce sont quelques passages de cet ouvrage que nous reproduisons ici.

Harnay, Lucien Karpik et Emmanuel Lazega). Elle établit, à partir de l'étude de l'ordre des avocats, qu'il est parfaitement erroné, même du point de vue de la théorie économique standard, de penser que la concurrence marchande, la concurrence par les prix, est nécessairement plus efficace que la régulation par un ordre institué. Le moins disant n'est pas nécessairement le mieux disant. Car la concurrence par les prix n'a de sens qu'entre des biens ou services de qualité égale ; or le marché ne sait pas définir lui-même la qualité. Veut-on l'avocat le moins cher ou un bon avocat ? Ce n'est pas le marché qui dira ce qu'est un bon avocat, mais la communauté des pairs, si elle est organisée en un ordre ou un corps, et à condition que cet ordre ne devienne pas la propriété ou l'instrument d'une minorité. La leçon est doublement fondamentale. D'une part, parce qu'elle ruine le plaidoyer de la Commission européenne pour une « concurrence libre et non faussée ». Et, dans le cadre du présent numéro, parce qu'elle permet de fixer un point essentiel : seule la communauté des pairs – bien organisée... –, est à même d'évaluer ce qu'est un bon professeur ou chercheur. Bref, que ce serait une erreur profonde de céder sur l'exigence que les universitaires et chercheurs s'organisent en un ou plusieurs corps des savants et soient eux-mêmes leurs propres juges.

@ >>> La chose est évidemment plus facile à dire qu'à faire. Rien ne peut garantir que l'institution recrutera les meilleurs, les plus aptes à faire avancer le savoir, les plus utiles à la société. Comme l'écrivait *Karl Jaspers* : « Lors des nominations à une chaire de professeur, le libre choix des personnes vise normalement les meilleurs candidats, mais, la plupart du temps, on constate la tendance à retenir ceux qui sont un peu moins bons ». Vaste sujet. Que faute de place ce numéro n'aborde que dans sa version numérique, avec quelques pages de Jaspers et la reprise sur ce thème d'un débat mené au sein du MAUSS et auquel ont pris part, *Alain Caillé, Pascal Michon, François Vatin* et... *Personne*.

Reste donc à s'assurer qu'un tel corps reste ouvert, démocratique et fécond. Espérons que ce que nous avons écrit jusqu'à présent n'a pas laissé croire que tous les maux de l'Université en général, et de l'Université française en particulier, seraient imputables aux seules visées malignes d'un vilain pouvoir tentant d'asservir un corps universitaire vertueux. Non, toutes les dérives que nous avons

pointées prennent largement leur source au sein de la communauté universitaire elle-même. N'est-ce pas la logique de concurrence narcissique féroce qui y règne qui a impulsé la course à la confirmation de l'excellence de ceux qui étaient bien placés par des mesures objectives (pour peu qu'elles leur soient favorables) ? N'est-ce pas elle encore qui a conduit à la multiplication des sous-disciplines – dans lesquelles il est plus aisé d'accéder à l'éminence que dans des cadres disciplinaires plus vastes – et à l'abandon de la référence à une culture commune partagée ? Dès lors, le problème principal à résoudre est celui des moyens de redonner vie et dynamisme au corps des universitaires en général et aux divers collèges des universités locales et des différentes disciplines. Les difficultés sont immenses. *Ch. Paradeise* et *Y. Lichtenberger* dressent un bilan très lucide, et assez accablant, de tous les dysfonctionnements du système universitaire actuel. Qui les conduit à conclure que la loi LRU avait du bon... Mais aussi qu'en tout état de cause, et suite aux mouvements de refus actuels, rien ne pourra se faire sans donner la parole et sans mobiliser les divers corps et collèges qui composent la mosaïque du paysage universitaire. Où il apparaît que des positions en apparence très éloignées, celles qui divisent les modernistes et les traditionalistes sont peut-être moins inconciliables qu'on pourrait le croire tout d'abord.

Le défi est alors de faire émerger un certain consensus sur les réformes nécessaires du sein de la communauté universitaire elle-même, étant d'ailleurs entendu que c'est précisément ce consensus manifesté qui lui redonnerait sa dimension de communauté. Ce pari n'est pas nécessairement perdu d'avance si on en juge par le succès rencontré par l'appel à la création d'un « Cercle des professeurs et chercheurs disparus ou en voie de disparition », publié à la mi-février sur le site de *La Revue du MAUSS permanente* (www.journaldumauss.net) et qui tente d'organiser une première résistance, au moins symbolique, face à l'hyperspécialisation disciplinaire, qui produit en masse des imbéciles savants, qui savent tout d'une chose et rien du reste. Cet appel a recueilli un millier de signatures d'universitaires et de chercheurs, ce qui est encourageant. C'est dans le même esprit qu'*Alain Caillé* et *François Vatin* formulent onze propositions de réforme, dont il ne leur paraît pas tout à fait impossible qu'elles puissent rencontrer un assez large accord parmi leurs collègues. Si tel était le cas, il y aurait là les bases d'une redéfinition

possible d'une Université démocratique qui n'aurait pas renoncé à sa mission. Retenons-en quelques points principaux :

- Il est urgent de créer un grand service public propédeutique réunissant (ce qui ne veut pas dire normalisant dans un dispositif uniforme) IUT, BTS, classes préparatoires et premiers cycles universitaires. Non seulement il devrait offrir de multiples passerelles entre ces formations, mais également permettre à l'ensemble des étudiants de bénéficier d'un encadrement pédagogique similaire à celui offert dans les classes prépas, IUT et BTS.

- Indispensable d'instaurer une sélection au moins à l'entrée au master (et non en M2, ce qui est absurde). Ce qui suppose, en amont, de renforcer, au profit des étudiants, les dispositifs d'orientation pour que chacun et chacune d'entre eux puisse trouver place et réussir, selon leurs choix et leurs parcours scolaires, dans ce nouveau dispositif post-baccalauréat.

- Juste, face à la misère de la condition étudiante, d'assurer un financement *réel* des études, par exemple par un capital inconditionnel ou un revenu inconditionnel.

- Souhaitable de limiter drastiquement le nombre des disciplines, notamment pour mettre fin à la confusion dominante actuellement entre cursus de formation et discipline académique, et de valoriser effectivement la pluridisciplinarité.

- Fondamental de rapprocher les statuts d'enseignant-chercheur et de chercheurs des grands organismes (CNRS, INRA, etc.), afin d'assurer à tous des temps de recherche élargis (année sabbatique de droit et réduction, notamment, sur projet des charges d'enseignement pour les universitaires, etc.) et d'ouvrir aux chercheurs à temps plein de nouvelles opportunités, valorisantes, d'enseignement.

- Vital d'organiser des communautés universitaires effectivement autonomes et auto-organisées, fondées sur le primat du rapport universitaire, *i.e.* anti-utilitariste au savoir, mais structurellement ouvertes à tous les partenariats, et notamment avec les mondes associatifs issus de la société civile.

À quoi il convient d'ajouter les propositions très argumentées formulées par l'économiste *Annie Vinokur* qui aborde de manière très éclairante la question des droits d'inscription et montre comment il est possible d'accroître les ressources des universités sans les vouer à une privatisation larvée et à la concurrence par les droits d'inscription.

Et, nous allons oublier l'évidence première : si, réellement, la société française prend au sérieux l'idée que le développement du savoir est la condition de sa prospérité matérielle et de son équilibre démocratique, alors il lui faut en toute priorité remédier à la sous-dotation sidérante de l'Université française par rapport à ses concurrentes.

Mais, en attendant, la réforme la plus importante et urgente est peut-être de suspendre toute réforme, de rompre une bonne fois avec la réformite chronique de notre société, qui fait perdre une énergie et un temps infinis, en attendant que des États généraux de l'Université et de la science, auto-organisés – et non pas télécommandés par le Ministère du jour à des fins d'instrumentalisation sur le mode de la mascarade – permettent de repartir sur des bases enfin claires pour tout le monde²².

La richesse et le nombre des contributions que nous avons reçues, toutes à peu près indispensables, nous a contraints à repousser au prochain numéro les articles qui étaient prévus dans la partie intitulée « Libre revue ».

Références bibliographiques

- AZAM G., 2007, « La connaissance, une marchandise fictive », in *La Revue du MAUSS semestrielle*, n° 28, « Avec Karl Polanyi. Contre la société du tout-marchand », La Découverte/MAUSS, premier semestre, Paris.
- BLAIS M-C, GAUCHET M., OTTAVI D., 2008, *Conditions de l'éducation*, Stock, Paris.
- CHANIAL Ph., 2006, « Une foi commune. Démocratie, don et éducation chez John Dewey », in *La Revue du MAUSS semestrielle*, n° 28, second semestre, La Découverte/MAUSS, Paris.

22. Quels seraient les « ordres » représentatifs de ces États généraux ? Sans évidemment l'exclure, la représentation syndicale ne saurait y jouir de privilèges exorbitants. N'est-il pas temps, enfin, de faire exister une société civile universitaire résolument pluraliste, avec ses associations, ses sociétés savantes, ses revues ? De tels États généraux pourraient peut-être permettre de l'instituer et d'amorcer un travail commun entre ces multiples collectifs représentatifs. Une autre solution, sans doute complémentaire, pourrait être l'organisation d'une conférence de citoyens sur ces questions.

- CHARLE C., 2008, « La loi LRU dans une perspective européenne », in *Mouvements*, n° 55-56, La Découverte, Paris.
- COMPAGNON A., 2007, « Pourquoi la France n'a pas d'Université », in JOURDE P. (sous la direction de), *Université : la grande illusion*, L'esprit des péninsules, Paris.
- ESPRI*, 2008, « Dans la tourmente (2). Que fait l'État ? Que peut l'État ? », Le Seuil, décembre, Paris.
- FREITAG M., 1995, *Le naufrage de l'Université et autres essais d'épistémologie politique*, La Découverte/MAUSS, Paris.
- LAVAL C., 2004, *L'école n'est pas une entreprise*, La Découverte, Paris.
- RENAUT A., 2008, *Quel avenir pour l'Université ?* Timée-éditions, Paris.
- La Revue du MAUSS semestrielle*, n° 28, « Penser la crise de l'école », second semestre 2006.
- RUBIAO A., 2008, « Une "Université participative" », in *Mouvements*, n° 55-56, La Découverte, Paris.
- DE SANTOS B., 2004, *A universidade no século XXI*, Cortez.
- VINOKUR A., 2008, « Vous avez dit "autonomie ?" », in *Mouvements*, n° 55-56, La Découverte, Paris.

Résumés & abstracts

- *Serge Audier, Léon Bourgeois, l'Université et l'idéal républicain* »

Pour comprendre les fondements politiques et théoriques de la renaissance des universités sous la III^e République, il faut relire Léon Bourgeois (1851-1925). Cet inspirateur du radical-socialisme, qui fut ministre de l'Instruction publique, a prôné une autonomie partielle des universités pour favoriser l'indépendance du savoir, l'interdisciplinarité de la recherche et la démocratisation de la société.

- *Léon Bourgeois, University and the republican ideal*

A new reading of Léon Bourgeois (1851-1925) provides an understanding of the political and theoretical basis for the rebirth of the universities under the Third Republic. An inspirational source for radical socialism, he was Minister of Public Education and advocated the partial autonomy of the universities, in order to foster independence of knowledge, interdisciplinarity of research, and the democratization of society.

- *Léon Bourgeois, La renaissance de l'Université* »

À travers ces extraits de deux de ses principaux discours politiques (1890 et 1982), Léon Bourgeois présente son propre idéal de l'Université républicaine, en mettant notamment l'accent sur la nécessaire unité du savoir (et donc des institutions universitaires elles-mêmes), mais aussi du lien complexe entre celles-ci, la science et la démocratie.

- *The Rebirth of the French University*

In these extracts taken from his two volumes of political speeches (1890 and 1892), Léon Bourgeois defines his own ideal of the Republican University, stressing first the necessary unity of knowledge (and therefore of academic institutions themselves) and the complex links between them, science and democracy.

- *François Vatin (avec Antoine Vernet), La crise de l'Université française. Une perspective historique et socio-démographique*

Depuis plusieurs décennies, l'Université française est sans cesse plus concurrencée par d'autres types de formations supérieures, publiques ou privées : classes préparatoires, IUT, BTS, écoles de tous niveaux. Cette concurrence est d'autant plus dommageable que, dans le cas général, l'orientation vers l'université procède d'un choix négatif. Pourtant, cette concurrence est restée, si ce n'est invisible, tout au moins indolore tant que les flux de bacheliers ont cru de façon exponentielle. La stabilisation au milieu des années 1990 des flux de bacheliers a en revanche produit une décroissance rapide des effectifs d'étudiants universitaires, laquelle met en péril l'avenir de l'Université française. Le présent article constitue un plaidoyer pour une nouvelle politique d'enseignement supérieur qui aborde de façon globale et cohérente l'ensemble des cursus de formation post-baccalauréat.

- *The crisis of the French University. A historical and socio-demographic perspective*

Those last decades French University has become always more challenged by other forms of superior education, private or public, "classes préparatoires", IUT, BTS and all level schools. This competition has not been clearly seen as long as the demographic trend brought each year more and more new students. But the demographic inversion of the trend by the mid 90s now displays a swift diminutions of university students which threatens the very future of French University. The article presents a plea for a comprehensive and coherent reform of the whole system of Higher Education.

- *Christine Musselin, Les réformes des universités en Europe*

Quand on compare l'esprit et les objectifs des réformes universitaires que nous connaissons actuellement en France avec les orientations suivies par les politiques d'enseignement supérieur et de recherche menées dans les autres pays européens, on ne peut qu'être frappé par la convergence que l'on peut y lire. Les mêmes objectifs et les mêmes registres de solution sont observables dans les réformes conduites depuis une petite trentaine d'années. Pour autant, cette apparente homogénéité disparaît dès que l'on s'intéresse, comme on le fera avec le cas français, aux déclinaisons concrètes, et finalement profondément nationales, de ces grandes orientations.

- *University reforms in Europe*

It is surprising to see how convergent are the objectives of the current university reforms led in France with the orientations followed by the higher education and research policies led in other European countries for some decades. The same goals and the same repertoires of solutions can be observed from one reform to another over the last thirty years. Nevertheless this apparent

homogeneity vanishes if one looks, as will be done for the French case, to the concrete transposition of these general orientations into concrete, and finally still very national, measures.

- *Olivier Beaud, Pourquoi il faut refuser l'actuelle réforme du statut des universitaires*

La critique du décret sur le statut des universitaires la plus précise, la plus lue et la plus influente durant ces derniers mois.

- *Why we have to refuse the law introducing a new status for academics*

The most precise, the most read and the most influential criticism of the law these last months.

- *Jean-Paul Russier, Les mobilisations universitaires. En un combat douteux...*

Une fois de plus la question universitaire est posée sur la scène sociale. En 2007, présidents des Universités et syndicats acceptaient des changements institutionnels forts : autonomie et concurrence des universités. Mais la redéfinition du décret réglant la fonction d'enseignant chercheur, prise dans un moment d'opposition politique au gouvernement a suscité une mobilisation exceptionnelle des professeurs et des étudiants : grèves, manifestations diverses, cours remplacés par des exposés critiques... L'avenir dira si c'était une émotion révolutionnaire de plus ou une étape dans la construction d'une alternative politique.

- *The academics are up in arms in an uncertain battle...*

Once more, the question of university's future is being brought onto the social stage. In 2007, both university presidents and trade unions had accepted deep institutional changes - autonomy of and competition between universities. But an amendment to the law defining the status of a teaching researcher made at a time of political opposition to the government generated unprecedented reaction among both professors and students : strikes, various demonstrations, lectures being replaced by critical presentations... Only the future will tell us whether this was yet another surge of revolutionary emotion or a real step in developing an alternative policy.

- *Michel Blay et de Fontenelle, Entretien, « Les princes traitent toujours d'inutile ce qu'ils ne comprennent pas »*

Cet entretien fictif, mais reposant sur des textes écrits effectivement par Fontenelle au début du XVIII^e siècle, montre que les questions d'organisation

de la recherche et de développement de la vie scientifique et intellectuelle ne sont jamais pleinement comprises par les pouvoirs et comment une certaine stupidité perdue donc avec force à travers les siècles...

- *Interview, Rulers always brand as useless what they do not understand »*

Using extracts from de Fontenelle's main books, this fictional interview explains why rulers, today as much as before, are unable to understand or deal with specific questions of research organization and the development of intellectual life, and why they always tend to depreciate what is not immediately gainful.

- *Ahmet Insel, Publish or perish. La soumission formelle du savoir au capital »*

Dans l'économie de la connaissance le savoir devient une marchandise fictive au sens de K. Polanyi. La création des droits de propriété est une étape indispensable pour rendre la connaissance appropriable. L'invention et la généralisation d'instruments de mesure qui l'évaluent sont nécessaires pour achever sa marchandisation. Mais cette dynamique génère une tension forte entre le parachèvement visé du processus de marchandisation de la connaissance et les conditions non-marchandes nécessaires à la production des connaissances nouvelles.

- *»Publish or perish The formal subordination of knowledge to capital*

In an information economy, knowledge becomes a fictitious commodity (cf. Polanyi). The creation of property rights is a necessary stage for the appropriation of knowledge. Invention and generalisation of instruments designed for measuring its production are required to finalize its commodification. However, this dynamic leads to a strong internal tension between the finalisation of the processus of commodification of knowledge and the non-commodity conditions required for the production of new knowledge.

- *Sandrine Garcia, Réformes de Bologne et économicisation de l'enseignement supérieur »*

Cet article éclaire le lien entre les réformes actuellement mises en œuvre à l'université et le processus de Bologne. Il met également en lumière le rôle, généralement occulté, d'acteurs institutionnels de la société civile tels que les syndicats étudiants, les associations de présidents d'université, les organismes chargés de l'évaluation aux côtés de ces institutions. Enfin, il analyse les difficultés de la corporation universitaire à défendre un point de vue structuré.

- *The Bologna Reforms and the commercialization of higher education*

On the relationships between present French University Reforms and the Bologna process. It shows some light on the part played by generally actors of civil society such as student unions, presidents of university associations, benchmarking agencies etc. And it shows how difficult it is for the academic community to defend an articulated point of view.

- *Christian Laval, Les nouvelles usines du savoir du capitalisme universitaire »*

À la fin des années 1990, la transformation de l'activité universitaire et de la production des connaissances était déjà bien engagée. Le développement d'un « capitalisme universitaire » devient alors une évidence dans les pays anglo-saxons. Le savoir se transforme en une marchandise et les universités en entreprises de connaissance. Le gouvernement français, sous l'impulsion de Claude Allègre et de Dominique Strauss-Kahn, a commencé la mutation capitaliste du système de recherche et d'enseignement.

- *The new knowledge factories of academic capitalism*

By the end of the 90s, scientific activity and the university institution were already well engaged in a process of transformation. The development of a « university capitalism » had become obvious in the anglo-saxon countries. Academic knowledge was converted into marketed commodities and the universities into corporations of knowledge. The French government, urged by Claude Allègre and Dominique Strauss-Kahn, initiated the capitalist mutation of the research and teaching fields in the university.

- *Alberto L. Bialakowski et alii, Rationalités universitaires et procès de travail en Amérique latine sous le néolibéralisme »*

L'article aborde la question des formes de production et de diffusion de la connaissance dans le champ universitaire à l'aune des transformations ayant vu le jour ces dernières années sous l'effet des réformes néolibérales menées en Amérique latine et expose, comme alternative, la méthodologie dite de « coproduction de la recherche » en évoquant ses composantes et les modalités de sa pratique se faisant jour au fil des expériences.

- *Academic rationalities and the work process in Latin America under neoliberalism*

This article studies the forms of production and distribution of academic knowledge which developed in South America in recent years as a result of neoliberal reforms and exposes a possible alternative : the methodology of « collaborative research »

- *Giuseppe Longo, La bibliométrie et les gardiens de l'orthodoxie*

La mode de l'évaluation quantitative et utilitaire, dans tous les domaines d'activité, est en train de transformer la recherche scientifique dans le monde. Ce texte reprend les thèses de nombreux scientifiques opposés à cette tendance qui peut empêcher le travail à long terme, l'originalité et la profondeur de la démarche scientifique, rigidifier les domaines et les cadres établis, forcer à l'orthodoxie de la pensée.

- *Bibliometry and the guardians of orthodoxy*

The increasing tendency to quantitative and utilitarian evaluation, in all domains of activity, is seriously affecting also scientific research. This text hints to the theses of a large number of scientists, who oppose this tendency as it may prevent long term commitments, originality and depth in scientific work, it may force within well-established frames and orthodox thinking.

- *Grégoire Chamayou, Petits conseils aux enseignants chercheurs qui voudront réussir leur évaluation*

Dans la nouvelle culture de l'évaluation académique, vous devez maximiser votre valeur professionnelle. De nouvelles réalités et de nouvelles règles de jeu s'imposent à vous. Cet article vous donne, sous forme de mode d'emploi, un guide pratique pour les maîtriser au mieux : vous saurez tout ce qu'il vous faut savoir sur le facteur h, les stratégies de publication ou la gestion personnelle de votre productivité académique

- *How to maximize your academic professional value*

With the rise of new evaluation culture within the Academy, you are bound to maximize your professional value. New realities prevail, new rules apply. This paper, thought as a short user's manual, provides you practical tips to learn how to master them : everything you wanted to know about the h index, the « publication game » and the self-management of your own academic productivity.

- *Michel Berry, Les mirages de la bibliométrie, ou comment scléroser la recherche en croyant bien faire*

La magie des chiffres et des tableaux de bord avait subjugué les esprits dans les entreprises, jusqu'à provoquer des dégâts qui ont fait ramener à un peu plus de raison, mais voici que la recherche est prise par la même fièvre, sous couvert d'un mot savant : la bibliométrie. Les décomptes des publications, des citations, la détermination du facteur h, les classifications des revues plaisent aux gestionnaires de la recherche, et séduisent les chercheurs « bons élèves Mais on risque de scléroser gravement la recherche en croyant bien faire...

- *How the illusion of bibliometrics makes research harder, not easier*

The enchantment of numbers and charts had captivated business life to such an extent that it resulted in a certain amount of damage. Fortunately this damage brought people to their senses. This enthusiasm has now been transferred to the world of research under the guise of a supposedly 'learned' word : bibliometrics. The number of publications, references, scientists' h-index, and the ranking of journals delights research administrators and those researchers who publish lots of articles but lack creativity. Are we running the risk of seriously hindering ground-breaking research because the emphasis is on publishing ?

- *Henry Mintzberg, Misère du management »*

Un entretien (avec Paul Dembinski) dans lequel le pape du management explique comment universités et écoles de commerce abandonnent leur mission éducative au profit d'un formatage aux seuls besoins supposés de l'économie. Il en résulte que les programmes de MBA, fleurons des écoles de commerce, débouchent sur une destruction pure et simple du management...

- *The end of Management*

In this interview (with Paul Dembinski), the author explains why universities and business schools are moving away from education to pure training or even formatting for the needs of the economy. And as a consequence, why MBA programme and business schools are destroying the practice of management.

- *Geoffrey Hodgson, Les économistes se réveilleront-ils en 2009 ?*

À en croire l'air du temps, nous serions subitement tous devenus keynésiens désormais. C'est bien sûr une illusion, et d'autant plus que les étudiants en économie ne lisent plus du tout les auteurs classiques. Voilà qui explique pourquoi presque aucun économiste n'a vu venir la crise. Et qui plaide pour une vraie réforme interdisciplinaire de l'enseignement de l'économie, plus ouvert sur l'Histoire et sur la philosophie politique.

- *Will economists wake up in 2009 ?*

A remarkable feature of the unprecedented financial crisis that erupted in September 2008 is the doctrinal shift among world leaders. We are all Keynesians again ! But who were the prophets of the financial mayhem of 2008 ? Almost no one. One reason is that in fact nobody in economics reads Keynes, or any author any more. This pleads for a radical change in the teaching of economics, more interdisciplinary, and open to History and political philosophy.

- *James Galbraith, Pourrait-on enfin avancer dans la réforme de l'enseignement de l'économie ?*

Les critiques des doctrines néoclassiques sont innombrables. Mais combien se sont-elles risquées à esquisser une théorie alternative, alors que nous en avons tant besoin ? L'article présente quelques suggestions en ce sens.

- *The teaching of economics : could we please move on ?*

Critics of the neoclassical doctrines have penned, over more than a century, millions of words. But how many have devoted themselves to new and alternative theory ? We need a replacement for neoclassical economics. This paper intends to build it and suggest a few key characteristics of a new curriculum.

- *Jean-Louis Chassaing, Enseigner l'enthousiasme. Sur l'enseignement de la psychiatrie*

- enseignement - psychiatrie - pratique - conséquences - les mots, les chiffres.

- *Teaching enthusiasm. On the teaching of psychiatry*

- teaching - psychiatry - clinical application - consequences - words, calculate.

- *Bruno Latour, Universitaires, encore un effort pour être autonomes*

Il est paradoxal de lire tous les jours dans la presse des témoignages bouleversants de professeurs et de chercheurs sur la misère de leur situation et d'en tirer la conclusion qu'il faut défendre ce système indéfendable... On peut trouver tous les défauts à la réforme actuelle, mais elle a l'avantage de donner enfin le goût aux universités de se passer de leur « tutelle » et de commencer à régler leurs affaires par elles-mêmes en récupérant les capacités de recherche que l'on avait dû créer en dehors d'elles à cause de leur lourdeur et de leur passivité.

- *Academics, one more push for autonomy*

Is not it paradoxical to see the academics never ending complaining on the poor state of their establishments and keeping on refusing any reform of University in the name of autonomy ? In fact the reform real possibilities for an increased and genuine autonomy.

- *Thomas Piketty, Autonomie des universités, l'imposture*

Sans moyens financiers nouveaux mis à la disposition des universités, leur autonomie ne peut être qu'illusoire.

- *The fraud of « academic autonomy »*

Without new financial resources, the autonomy of the universities allegedly enforced by the reform can only be an illusion.

- *Philippe d'Iribarne, Le loup et le chien*

Le goût de la liberté explique pourquoi, comme le loup dans la fable de La Fontaine les universitaires acceptent de travailler pour des salaires misérables.

- *The wolf and the dog*

Like the dog in La Fontaine's fable academics accept to work for a poor salary because they cherish freedom.

- *Catherine Paradeise et Yves Lichtenberger, Universités : réapprendre la responsabilité collégiale*

Le système français d'enseignement supérieur et de recherche, avec son architecture très particulière, a atteint un double point de non-retour : la fin du modèle facultaire qui a perduré dans les universités ; la fin du modèle de la spécialisation des établissements par mission. Cet article examine les sources de cette situation, ses conséquences et les conditions de sortie des impasses.

- *University : Re-learning responsibility to colleagues*

The French system of higher education and research pattern is trapped in a dead end. Its national organization by disciplines as well as the long standing division between universities and « Grandes écoles », Higher education institutions and research organizations increasingly conflicts with the organizational turn of universities. We deal here with origins and current consequences of this situation and discuss conditions for getting out of the pitfall.

- *Fabrice Flipo et Lionel Larqué, Ouvrir l'Université aux possibles démocratiques*

La question de l'Université est souvent envisagée dans sa seule relation pouvoir ou à la société en tant que productrice de savoirs élaborés par des spécialistes. Cette position dominante est aujourd'hui mise en question par la société. L'indépendance du savoir et de la pensée est essentielle dans une démocratie. Le risque de lyssenkisme ou d'anti-intellectualisme est réel, mais asseoir l'indépendance et l'autonomie sur une gestion en cercle fermé (« entre pairs ») accroît l'écart avec la société. Pour préserver l'autonomie, l'université doit au contraire chercher des appuis dans la société en tant que corps politique. Cet article tente d'élaborer les termes d'une telle démocratisation.

- *Opening the University up to democratic possibilities*

The question of the university is often envisaged through its relations with power or society as addressees of knowledges elaborated by specialists. This dominant position is questioned by society today. True, independence of knowledge and thought is essential in a democracy. The risk of *lyssenkisme* or anti-intellectualism is real, but to base the independence and the autonomy on a management in closed circle (« between peers ») increases the distance with society. On the contrary, to ensure a real autonomy, the university has to look for support in the society as political body. This article tries to elaborate the terms of such a democratization.

- *Vincent Descombes, L'identité collective d'un corps enseignant*

Comment expliquer l'ampleur de la mobilisation des universitaires contre le projet de modification de leur statut ? Pour le philosophe Vincent Descombes, c'est l'identité collective du corps enseignant qui se trouve mise à mal par les réformes en cours, et la définition même de l'Université comme forme sociale.

- *The collective identity of an academic body*

Nobody could expect that the protest of the academics against the recently planned reform of their status would be so strong and quasi unanimous. According to Vincent Descombes, this has been so because they were defending their collective identity. What their struggle is all about is the very definition of the university as a specific social form.

- *Olivier Favereau, Des raisons de l'efficacité économique supérieure d'un ordre institutionnel sur l'ordre marchand...*

À travers plusieurs rapports, la Commission européenne a imposé l'idée que les professions libérales se protégeraient indûment contre la concurrence : c'est ainsi que la suppression des règles traditionnelles de la profession d'avocats, permettrait une baisse du prix de leurs prestations, en créant un « marché des services juridiques », au lieu et place d'un Ordre professionnel. Cette idée ne résiste pas – même du point de vue de la théorie économique standard - à la prise en compte du fait évident que l'effet-prix de la concurrence ne doit jamais être séparé de l'effet-qualité. La mise en mouvement du droit par les avocats pose des problèmes de coordination en qualité, insolubles dans la logique du marché, mais à la portée de celle d'un ordre professionnel.

- *Why the economic efficiency of an institutional order might be improved over one based on the market*

Through several reports, the European Commission stressed the view that the constitutive rules of liberal professions might be illegitimate protections against competition : therefore, as an example, alleviating the traditional rules organizing the profession of lawyers within a professional order would create a « market for legal services » and induce lower prices for consumers. That view does not resist serious scrutiny, starting from the evidence that – even if we follow standard economic theory – the effect of competition upon prices should never be considered independently from the effect upon quality ; And the handling of law by lawyers, encounters deep coordination problems, at the level of quality, which the dynamics of a market is not expected to be able to solve but which can find appropriate answers through the dynamics of a professional order.

- *Karl Jaspers, L'Université comme institution face à la question du recrutement*

Quelques pages, extraites du célèbre texte de Karl Jaspers, *De l'Université (Die Idee der Universität)*

- *University as an institution and the problem of academic recruitment*

A few pages drawn from the celebrated book by Karl Jaspers, *Die Idee der Universität*.

- *« Pour un cercle des professeurs disparus (Appel) »*

Toutes les nouvelles procédures d'évaluation quantitative de la production scientifique et universitaire ne font qu'accentuer une tendance bien plus ancienne à la surspécialisation des savoirs qui engendre une sorte d'imbécillité collective. L'appel propose à tous les universitaires et chercheurs qui désirent résister à cette tendance de se reconnaître les uns les autres et de s'engager, là où ils en ont le pouvoir, à recruter, à qualité scientifique égale, les chercheurs ou professeurs qui ont un intérêt aussi pour d'autres disciplines que la leur.

- *"Manifesto". For a Dead Professors Society*

All the new benchmarking and evaluation procedures in the academic world only emphasize a more ancient tendency to overspecialization which generates a form of collective stupidity. The Manifesto suggests that all scientists and academics intending to resist this tendency, start getting known to each others and promise, whenever and wherever they have the possibility to do so, to help recruiting new colleagues acquainted with more than one discipline.

- *Hitoshi Yakusiin, Depuis une cellule de rétention pour professeurs désintéressés*

Cet article est un petit commentaire de l'Appel pour un cercle des professeurs disparus rédigé par A. Caillé. Il s'agit bien de résister à l'opération de destruction de l'Université. Mais la situation française n'est pas la même au Japon. Dans le monde universitaire japonais, tous les savoirs sont déjà séparés, fragmentés, parcellisés et privatisés d'autant plus qu'il n'y a pas de tradition de culture humaniste au Japon. On ne peut trouver aucune possibilité d'améliorer la situation japonaise. Je me trouve donc dans une cellule de détention depuis laquelle je veux souhaiter « bon courage ! » aux universitaires français.

- *Message from a prison cell for anti-utilitarian professors*

A little comment on A. Caillé's « Dead Professors Society Manifesto ». Okay for resisting the destruction of University. But in the Japanese academic world there is no humanist tradition and all knowledges are already separated, torn apart, parcellized and privatized. There is no possibility of bettering this situation, so that, out of my jail for anti-utilitarian teachers all I can say to French academics is : Hail and good luck

- *Alain Caillé et François Vatin, Onze modestes propositions de réforme de l'Université*

Cet article, appuyé sur les diagnostics alarmants concernant l'Université française que réunit ce volume, et tout particulièrement sur l'analyse socio-démographique de François Vatin, suggère onze propositions de réforme pour sauver une Université démocratique. Il s'agit de dégager un cadre qui évite tant la logique libérale professionnalisation étroite des formations au détriment de l'universalisme du savoir, que la logique corporatiste de disciplines académiques repliées sur elles-mêmes et ignorantes de la demande sociale de formation supérieure.

- *Eleven modest proposals for a reform of the University*

As this issue of MAUSS shows – and more particularly F. Vatin's socio-demographic analysis – French University is in a very poor and worrying state. The article suggests eleven possible reforms which might help saving a democratic University through keeping away as well from a mere neoliberal professional logic which sacrifices the universality of wisdom as from a shrunk corporatist academism.

- *Annie Vinokur, La querelle des droits d'inscription*

Pour compenser l'insuffisance des ressources publiques accordées aux universités, un courant se fait jour en France pour adopter la recommandation de l'OCDE : partager les coûts entre la collectivité et les étudiants « en procédant simultanément à un relèvement des droits de scolarité et à un élargissement des dispositifs de prêts aux étudiants ». Ce document de travail a deux objets. Le premier, qui s'appuie sur l'expérience étrangère, est de montrer que cette combinaison, qui construit un marché des « clients » étudiants pour des établissements en compétition monopolistique, a des effets pervers qui devraient dissuader de l'adopter. Le second est de suggérer, pour sauver l'université d'une paupérisation annoncée, un autre mode de partage des coûts entre contribuables et usagers qui serait compatible avec les principes du service public français et n'impliquerait pas de recourir à l'endettement des étudiants.

- *The debate over academic fees*

Because of the public underfunding of universities, there is now in France a movement in favour of the implementation of the OECD recommendations : the introduction of tuition fees and student loans, which turn universities into monopolistic competitors on the students' market. The first purpose of this working paper is to show, supported by foreign experience, that the undesirable results of this package of measures are such as to advise to rule it out. The second is to suggest – in order to save the french universities from a looming pauperization – another way to share costs between taxpayers and users which could both avoid student indebtedness and comply with the french principles of public service : accessibility, equality of treatment, transparency, continuity and flexibility.

Les auteurs de ce numéro

- SERGE AUDIER est maître de conférences en philosophie à l'université Paris 4-Sorbonne.
- OLIVIER BEAUD est professeur de Droit à l'université Paris 2- Panthéon.
- MICHEL BERRY directeur de recherche au CNRS, est responsable de la revue *Gérer et Comprendre* et de l'École de Paris du management.
- CHRISTIAN BESSY économiste, est chargé de recherches au CNRS (Idhe, ENS Cachan).
- ALBERTO BIALAKOWSKY est professeur de sociologie à l'Institut de recherches Gino Germani, Faculté des sciences sociales de l'université de Buenos Aires.
- MICHEL BLAY directeur de recherche au CNRS (au Caphes, ENS, et à Syrte, Observatoire de Paris) est historien et philosophe des sciences.
- LÉON BOURGEOIS (1851-1925), promoteur de la doctrine solidariste, a été l'une des principales figures politiques de la III^e République.
- ALAIN CAILLÉ est professeur de sociologie à l'université Paris-Ouest La Défense et codirecteur du Sophiapol (Laboratoire de sociologie et philosophie politiques).
- GRÉGOIRE CHAMAYOU est chercheur post-doctorant en histoire et philosophie des sciences au Rehseis, Paris VII-Diderot
- PHILIPPE CHANIAL est maître de conférences en sociologie à Paris IX-Dauphine est directeur adjoint de l'Irisso (CNRS).
- JEAN-LOUIS CHASSAING est psychiatre et psychanalyste (Clermont-Ferrand), membre de l'Association lacanienne internationale.
- VINCENT DESCOMBES philosophe, est directeur d'études à l'EHESS.
- OLIVIER FAVEREAU animateur du courant de l'économie des conventions, est professeur à l'université Paris-Ouest-La Défense
- FABRICE FLIPO ingénieur et philosophe, est maître de conférences à l'Institut national des télécommunications (ETOS).
- MICHEL FREITAG sociologue, professeur émérite à l'UQAM, Montréal, est l'animateur du Groupe de recherche sur la postmodernité et de la revue *Société*.
- JAMES GALBRAITH est professeur de sciences économiques à l'université du Texas, Austin, États-Unis.
- SANDRINE GARCIA est maître de conférences en sociologie à l'université Paris IX-Dauphine (Irisso).
- GEOFFREY HODGSON animateur du courant de l'économie institutionnelle, est professeur à la Business School de l'université du Hertfordshire.

- AHMET INSEL économiste, professeur à l'université Galatasaray (Istanbul), est animateur de la revue *Birikim* et membre du MAUSS.
- PHILIPPE D'IRIBARNE économiste et sociologue, est directeur de recherches émérite au CNRS.
- KARL JASPERS philosophe, est Karl Jaspers.
- LIONEL LARQUÉ administrateur de la fondation Sciences citoyennes et du CRID (Centre de recherche et d'information sur le développement), fondateur du Forum mondial sciences et démocratie, est physicien, océanographe de formation.
- BRUNO LATOUR sociologue, est professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.
- CHRISTIAN LAVAL sociologue et philosophe, professeur de SES au lycée Buffon, est membre du MAUSS et du SOPHIAPOL (Centre Bentham), université Paris-Ouest La Défense.
- ALICE LE GOFF est doctorante en philosophie politique (Sophiapol, université Paris X-Nanterre).
- YVES LICHTENBERGER est professeur de sociologie à l'université Paris Est-Marne la Vallée-LATTS.
- GIUSEPPE LONGO est directeur de recherche CNRS au département d'informatique de l'École normale supérieure de Paris.
- PASCAL MICHON docteur en histoire, ancien élève de l'ENS-Saint-Cloud, a été directeur de programme au Collège international de philosophie.
- HENRY MINTZBERG est Cleghorn Professor of Management Studies à l'université McGill de Montréal.
- CHRISTINE MUSSELIN, sociologue, directrice de recherche au CNRS, dirige le Centre de sociologie des organisations (Sciences Po et CNRS).
- CATHERINE PARADEISE est professeur de sociologie à l'université Paris Est-Marne la Vallée- LATTS.
- PERSONNE c'est quelqu'un.
- THOMAS PIKETTY est directeur d'études à l'EHESS, professeur à l'École d'économie de Paris.
- JEAN-PAUL RUSSIER, retraité, membre du MAUSS, était chercheur associé au Cresal, CNRS, université de Clermont-Ferrand.
- FRANÇOIS VATIN est professeur de sociologie à l'université Paris X-Nanterre.
- Annie VINOKUR économiste, est professeur émérite à l'université Paris-Ouest La Défense.
- Hitoshi YAKUSIIN est professeur de sociologie à l'université Tezukayama-Gakuin, Japon. Membre de PEKEA.

@ >>> Pour commander la version numérique :

- Vous pouvez commander la version complète de la revue au format PDF au prix de **25 €** en cliquant sur le lien ci-contre¹ :

- Vous pouvez commander la version « read-only » (lecture seule) de la revue au format PDF au prix de **15 €** en cliquant sur le lien ci-contre¹ :

1. Ce lien vous amènera sur le site sécurisé de Paypal™ où vous pourrez régler votre achat par carte bancaire (ou avec votre compte Paypal si vous en avez un), vous recevrez ensuite par mèle un lien vers un serveur sécurisé pour y retirer le fichier PDF de la revue.

FORMULAIRE D'ABONNEMENT

à retourner **accompagné de votre règlement à l'ordre de MAUSS**

à *La Revue du MAUSS*, 3, avenue du Maine — 75015 Paris

Tél. : 01 42 84 17 03 / 15 50 — Fax : 01 42 84 24 17

courriel : Mauss1981@aol.com

Nom et prénom (ou cachet de l'institution)

Adresse
.....
.....

Adresse e-mail

Téléphone

S'abonne pour 2 livraisons annuelles (à partir du numéro.....)

Au tarif suivant (TTC et frais d'expédition compris)

(*entourer le tarif retenu*)

	France	Europe, Afrique	Amérique, Asie, Océanie
Particuliers 1 an	50 €	54 €	65 €
Particuliers 2 ans	90 €	98 €	112 €
Institutions 1 an	59 €	63 €	71 €
Institutions 2 ans	100 €	108 €	127 €

L'abonnement annuel comprend :

- l'accès à la revue numérique intégrale pour chaque numéro ;
- l'expédition de la version papier à l'adresse indiquée ci-dessus ;
- ***pour les abonnés individuels uniquement***, un accès aux trois dernières années de parution de la revue à travers le portail de revues de sciences humaines CAIRN (www.cairn.info).

Fait à

le

(signature)

*Retrouvez les sommaires détaillés des précédents numéros
et la présentation des autres ouvrages publiés par le M.A.U.S.S. sur*

www.revuedumauss.com

(voir aussi, pour un bouquet de revues de SHS, www.cairn.info)

vous pouvez désormais échanger, discuter avec les animateurs
du MAUSS et découvrir de nombreuses ressources en ligne sur
le site de La Revue du MAUSS permanente :

www.journaldumauss.net

Cette revue numérique a été
composée par **Dominique
Dudouble** pour le compte du
MAUSS en mai 2009.

L'Ingénierie éditoriale



2, allée de la Planquette • 76840 Hénouville

Achévé d'imprimer sur les
presses de l'imprimerie France-
Quercy à Mercuès en mai 2009.
Dépôt légal mai 2009.
Version numérique : mai 2009

Imprimé en France